

# Discours

## Conseil national de l'UMP dimanche 9 mai à Aubervilliers

### Conseil National de l'UMP Aubervilliers - 9 mai 2004

Bonjour à chacune et chacun d'entre vous, Chers amis,

J'ai simplement envie de vous dire quelques convictions, qui peuvent être autant d'idées simples mais, je l'espère, des idées utiles pour vous, dans les quelques semaines qui viennent de la campagne européenne.

Je le ferai parmi vous comme un militant, je le ferai également comme le ministre des Affaires étrangères, en charge avec Claudie Haigneré des questions européennes, qui sont de moins en moins des affaires étrangères...

Première idée simple : l'élection du 13 juin n'est pas une élection comme les autres.

Il s'agit d'une élection européenne, de la seule élection européenne, à un moment où l'Europe n'est plus un sujet de consensus, ni entre nous disons-le franchement, ni dans notre pays, ni dans les autres non plus, à un moment crucial de notre histoire commune, où notre continent se retrouve et en même temps tient à portée de main sa première constitution.

Une constitution dont j'ai été avec d'autres, l'un des ouvriers, une constitution dont nous avons besoin et dans laquelle nous pouvons nous reconnaître car c'est la constitution d'une communauté de Nations, qui partagent désormais le même destin, sans perdre leur identité.

Je peux le montrer avec les douze pièces de notre monnaie unique, qui sont toutes identiques sur une face et toutes différentes sur l'autre. Le même destin, la même souveraineté quand il le faut, mais chacun son identité.

Mais à l'intérieur de cette communauté, il nous faut à la fois participer au projet commun qui continue et défendre sans faiblesse, sans naïveté, nos intérêts et nos idées.

Les 78 députés européens français qui vont nous représenter à Strasbourg, auront un rôle très important, beaucoup plus important et je peux vous le dire pour avoir travaillé pendant cinq ans, à la place où se trouve aujourd'hui Jacques Barrot, comme Commissaire européen, sous le contrôle de ce Parlement européen.

Ils seront 78 parmi 730, seulement 78. Ils devront donc être actifs, c'est le moins que nous puissions leur demander, disponibles, si possible ne faire que cela, présents, en particulier au milieu de ce très grand groupe du Parti populaire européen.

Mais ils devront aussi convaincre, souvent, les 650 autres députés de nous comprendre, de nous aider et de nous rejoindre. Voilà pourquoi le choix de nos candidats, leur engagement personnel, est aussi aujourd'hui un signal que nous envoyons à nos partenaires.

Ma deuxième conviction, aujourd'hui, que je voudrais vous faire partager, est que notre mouvement a, dans cette période, une responsabilité particulière, celle d'être digne des engagements européens, du passé et du présent, pris au nom de notre pays et de notre République.

De Gaulle, Pompidou, Giscard et aujourd'hui Jacques Chirac, nous devons être à la hauteur.

A la hauteur de l'ambition d'une Europe plus politique, plus humaine, plus sociale, qui sans la France ne se fera jamais.

A la hauteur d'une Europe qui tienne sa place dans le monde comme une puissance, comme un acteur global de ce monde, aux côtés d'autres puissances et pas d'une seule super-puissance, les États-Unis, avec le désordre tout autour.

A la hauteur enfin du dialogue avec les peuples qui sont et resteront les voisins et amis de l'Union européenne. Un dialogue dont nous avons besoin pour notre

sécurité et pour la stabilité de notre continent. Je sais que c'est un sujet difficile, mais ma responsabilité est de ne pas l'esquiver.

Pour tout cela, chacun a sa méthode. La nôtre doit être de marcher en ligne droite, de garder le courage d'avancer dans ce projet tout en restant passionnément patriote. Le courage d'avancer et d'expliquer davantage à des Français toujours à la fois inquiets et intéressés par l'Europe. Ce courage qui manque déjà quelques socialistes, Montebourg et compagnie, qui trahissent leur héritage, celui de Mitterrand ou de Delors, dans l'espoir de glaner quelques voix.

Ma troisième et dernière conviction est que nous pouvons, nous allons faire changer les choses en Europe. On peut mettre plus de démocratie, d'humanité, de volonté politique en Europe, et nous allons le faire sous l'autorité de Jacques Chirac et de Jean-Pierre Raffarin, à Bruxelles et à Strasbourg. Ce n'est pas la Commission européenne qui décide, quoique vous entendiez, ce sont les ministres nationaux et les parlementaires européens qui disposent. Quand, parfois, les technocrates prennent le pouvoir c'est tout simplement parce que les hommes politiques leur ont laissé.

Alors, avec cette conviction, que les choses peuvent et doivent changer en Europe, moi aussi, je n'hésite pas à dire, " je suis souverainiste ". Cette souveraineté nationale de la France, qui ne se mesure plus d'ailleurs au pouvoir de dire non, mais bien davantage à la capacité d'entraîner les autres, de les convaincre, de les comprendre.

En plus, la souveraineté de l'Europe, d'une Europe européenne, comme l'avait dit et comme le voulait De Gaulle, et dont, permettez-moi de vous le dire gravement, la seule alternative est aujourd'hui une Europe sous influence.

Je voudrais pour terminer, peut-être de manière plus inhabituelle et personnelle, vous dire quelques mots supplémentaires.

Chers amis, depuis cinq semaines, par la confiance de Jacques Chirac et de Jean-Pierre Raffarin, je suis à la tête d'une belle équipe, avec Claudie Haigneré, Xavier Darcos, Renaud Muselier, qui doit porter haut et clair, et qui va le faire, et les idées et les intérêts de la France.

J'ai, à cette place, l'intention d'assumer cette fonction avec de l'énergie, cela ne vous étonnera pas, avec aussi autant de passion et de respect pour beaucoup de ceux qui l'ont précédé.

Naturellement, aujourd'hui 9 mai, je pense à Robert Schumann dont le message d'appel à l'union, cinquante quatre ans après reste d'actualité.

Je pense également à Maurice Couve de Murville qui fut, sous l'autorité du Général de Gaulle, l'un des artisans de la présence et de la force de la France dans le projet européen, aussitôt après 1958, où il fallait mettre en oeuvre le Traité de Rome signé un an plus tôt.

Plus près de nous, très près de nous, je pense à Dominique de Villepin, qui par son discours au début de la crise irakienne, devant les Nations Unies, nous a donné à tous, en tout cas à moi, une raison supplémentaire d'être fier d'être Français.

Puis, toi Alain, dont la marque, je peux le dire dans ce grand ministère, est durable. Elle est faite à la fois d'autorité et d'humanité. C'est la marque tout simplement d'un homme d'Etat et à la place où je suis aujourd'hui, ici et maintenant, je veux simplement te dire, merci.